



AIRBUS
DEFENCE & SPACE
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



MON TRAVAIL
AU QUOTIDIEN

PROTON

Élancourt, le 17 avril 2025

DÉMÉNAGEMENT ÉLANCOURT - MONTIGNY

Lettre ouverte à Alain Fauré

Monsieur le Président,

L'annonce faite en CSE-E le 10 avril de la scission des activités Airbus Defence and Space du site d'Élancourt pour le projet de Campus Grand Paris a été un **électrochoc** pour ses salariés.

Jusqu'à ce jour, les projets présentés prévoyaient un déménagement de l'ensemble des salariés et des moyens. Dans le contexte des discussions qui ont lieu actuellement entre Airbus, Thalès et Leonardo, en vue d'une éventuelle fusion de leurs activités spatiales, de nombreux salariés se demandent si le maintien des activités Space Equipment à Élancourt, n'est pas lié à une **volonté de cesser ces activités**.

La fusion de deux entreprises concurrentes amène systématiquement la question des doublons, et **entraîne souvent des fermetures de sites industriels**, dont les activités sont transférées sur les sites autrefois concurrents. Or il est évident que, sur le papier, la plupart des activités de Space Equipment Élancourt pourraient être réalisées chez TAS à Toulouse ou à Charleroi. L'inquiétude des salariés concernés est donc tout à fait compréhensible, indépendamment du déménagement des équipes d'Élancourt vers Montigny-le-Bretonneux.

Dans ce contexte, le scénario de déménagement de 2/3 des salariés d'Élancourt seulement est **vécu par le tiers restant comme un abandon**. Il faut d'ailleurs noter que ce 1/3 restant concerne tous les salariés de Space Equipment, mais aussi 300 salariés de Connected Intelligence dont le périmètre n'a pas été clairement précisé, ce qui ne fait que rajouter à la confusion et à l'inquiétude, chacun se demandant s'il est concerné ou pas.

On nous dit que les bâtiments L et M sont relativement récents (2009) et qu'il serait très coûteux de reconstruire une salle blanche. Mais ces bâtiments, pas très vieux en effet, souffrent de graves défauts et malfaçons. On nous

promet des travaux de rénovation, mais du coup l'argument financier perd de sa force, sauf à faire ces travaux au rabais. On nous dit enfin que le groupe Airbus n'a pas besoin d'être propriétaire d'une salle blanche de plus, celle d'Élancourt étant en location. Mais comment les salariés pourraient-ils ne pas craindre que cette volonté de rester locataire cache une autre volonté, celle de pouvoir fermer facilement le site d'Élancourt avec les activités qui y seront encore ?

On peut ajouter les autres craintes qui sont liées aux conditions de travail pour les salariés qui resteront sur Élancourt : flex-office généralisé pour réduire les m², gêne liée aux travaux pendant de longs mois pour remettre ces bâtiments à niveau, absence de cantine et de CSE sur place, pendant au minimum 1 an. Mais ces sujets pourraient être traités correctement dans un bon dialogue social si les salariés étaient confiants dans un avenir où l'on continuerait à produire des équipements spatiaux toujours plus complexes et innovants sur le site d'Élancourt.

En 2003, les Case à équipements Ariane, qui étaient produites jusque-là à Toulouse, ont été transférées à Brême suite à la fusion Astrium, ce qui a entraîné la suppression de 200 emplois. Pourtant, l'activité était profitable, pourtant il y avait à Toulouse une salle blanche dédiée qui a été détruite quelques années plus tard. Les salariés de Space Equipment d'Élancourt craignent d'être à leur tour victimes de l'éventuelle fusion ADS \ TAS, et ce découpage des activités d'Élancourt en 2 sites ravive leurs craintes. **Ils attendent une parole forte de votre part pour, le cas échéant, démentir ces craintes, et les rassurer sur les perspectives d'un avenir meilleur.**

Dans l'espoir d'une réponse de votre part,

Sincères salutations

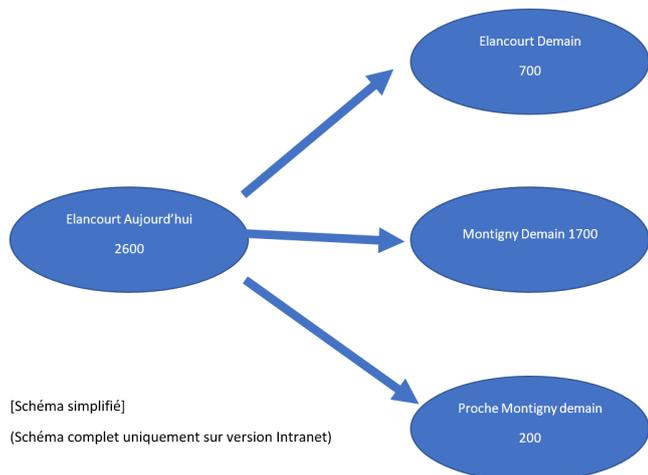
Françoise Ferraris

Déléguée Syndicale Centrale adjointe CFDT Airbus D&S SAS

APRÈS PROTON, EST-CE LA PRÉPARATION DE BROMO ?

L'annonce a été faite en CSE-E le 10 avril dernier : le déménagement vers le futur site de Montigny sera effectif pour 2/3 des salariés à fin 2028.

Un projet avec des bâtiments neufs, aux dernières normes environnementales, et proche des transports en commun, recueille bien évidemment l'aval de la CFDT... Mais malgré le discours tenu jusque-là par la Direction, avec un déménagement englobant toutes les activités du site, 1/3 des salariés resteront à Elancourt.



700 personnes resteront à Elancourt, dans les bâtiments L et M : les salariés de Space Equipement et leurs fonctions support, mais aussi environ 300 salariés de Connected Intelligence (les entités concernées n'étant pas connues à ce jour).

Ces bâtiments souffrent déjà de graves défauts et malfaçons, un procès étant en cours entre le propriétaire et le constructeur. Des travaux structurels vont bientôt démarrer (étanchéité, isolation, chauffage, ventilation, climatisation), indispensables pour amener ces bâtiments au niveau de conformité réglementaire, et au niveau de confort minimal attendu pour les salariés ; soit.

S'ajoute un remaniement complet du bâtiment L afin de le configurer en Hybrid Working (Flex office) comme les nouveaux bâtiments de Montigny.

D'une manière générale, et pour les deux sites, nous questionnons l'amélioration réelle de l'efficacité de nos projets en configuration flex-office. **Pour la CFDT, le flex office, c'est toujours NON.**

Mais, outre le fait que les salariés restant à Elancourt vont vivre dans le **bruit des travaux** et les relocalisations de bureaux, même temporaires pendant quelques mois, le maintien des services indispensables à la vie de ces équipes sur le site (**restauration, service médical, activités sociales** et syndicales) n'est pas défini sur le court terme, c'est-à-dire jusqu'au déménagement hypothétique de GDI, qui pourrait alors nous laisser leurs locaux pour y installer ces éléments... moyennant des travaux conséquents et longs, donc laissant les salariés en situation encore très inconfortable pendant des mois à minima.

N'oublions pas non plus que les frais de remise en état viendront s'ajouter aux frais de gardiennage / sécurité, accueil, restauration d'entreprise d'une entité plus petite, et risquent de grever les frais fixes des entités restantes de manière conséquente, réduisant à néant les efforts de cash-containment et réductions demandés par Turnaround.

La question de la viabilité à court et moyen terme de ce site plus petit et indépendant se pose!

Pour mémoire, une situation similaire sur le site d'Astrium Vélizy avait conduit au déménagement de ces équipes vers Elancourt. Il serait regrettable que l'histoire se répète.

D'autre part, comment apprécier le fait que les activités restantes nécessiteront leur support informatique... avec des équipes Digital qui auront été fortement amputées par Proton (27% de postes supprimés) et devront tout de même assurer un service sur 2 sites et non plus un seul?

Et comment assurer que les salariés restant à Elancourt (30% des ouvrants-droit) auront librement et facilement **accès à toutes les activités offertes par le CSE-E** sur les deux sites (notamment les activités communes comme ateliers artistiques, chorale, sports collectifs, ou médiathèque... ce qui pourrait aussi questionner leur pérennité sur le nouveau site) ?

Mais ce n'est pas tout : La presse spécialisée nous informe d'un projet de rapprochement (a minima) voire de fusion des activités spatiales entre Thales, Leonardo et Airbus (appelé BROMO), réanimant le spectre des fermetures d'activités concurrentes : la configuration prévue des sites de région parisienne apparaît comme une étape opportune de préparation de ce projet, bien que la Direction dissocie ces 2 sujets.

Dans cette période éminemment riche en perturbations, les salariés ont droit à la transparence et à la franchise sur la stratégie de la Direction quant aux différentes activités et leur avenir.

Tel que présenté par la Direction, le projet Campus Grand Paris met en évidence un certain nombre de lacunes, telles les entités CI qui resteraient sur ELC, l'organisation de la vie sur le site sans restauration, service médical ou œuvres sociales : **le dossier présenté manque de la maturité nécessaire à rassurer les salariés et comment, dans ces conditions ne pas se sentir considéré comme des salariés de seconde zone ?**

Si les salariés de Space Equipement savent déjà qu'ils resteront à Elancourt, n'oublions pas que 300 salariés de Connected Intelligence, dont les entités sont encore identifiées, ne déménageront pas non plus: **ce sont donc 2000 salariés supplémentaires inquiets** pour leur avenir.

La CFDT est à l'écoute des préoccupations des salariés, et demandera à la Direction de répondre à toutes les inquiétudes légitimes, après PROTON et dans la perspective éventuelle d'un BROMO.

Nous souhaitons que ce projet Campus Grand Paris soit une réussite pour tous.

Pour accéder aux nouveaux tracts CFDT sur intranet vous devez au préalable rejoindre ce Google groupe:

[DL-info-CFDT-ADS](#)

(A faire seulement une fois pour toutes. C'est confidentiel et sans engagement)

CONTACTEZ-NOUS !



Françoise FERRARIS
francoise.ferraris@airbus.com

Isabelle GAILLARD
isabelle.i.gaillard@airbus.com

